

**Nom de la source**

Aujourdhui en France

Type de source

Presse - Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Lundi 2 janvier 2017

Aujourdhui en France • Edition Principale • p. AUJM2 • 314 mots

« Les entreprises ne sont pas en mesure d'investir »

Professeur d'économie à l'université d'Orléans, Jean-Paul Pollin est membre du Cercle des économistes. Il milite pour une augmentation des investissements publics.

Que peut-on attendre de l'économie française en 2017 ?

Jean-Paul Pollin. La plupart des économistes s'attendent à une progression de l'activité de 1,4 % ou 1,5 % en 2017. Dans le contexte de grande incertitude que nous connaissons, les entreprises ne seront pas prêtes à parier sur un rebond de la conjoncture et elles préféreront retarder leurs investissements. Et cela va rendre les ménages plus attentistes, c'est-à-dire plus épargnants que consommateurs.

Craignez-vous une hausse des taux d'intérêt ?

Non, cette hausse devrait être modérée en Europe. Elle ne devrait pas bouleverser les choses. Les incertitudes sont politiques, avec notamment les élections en France et en Allemagne. Mais il y a aussi le Brexit ou encore la politique de Donald Trump, qui est bourrée de contradictions.

Est-il possible d'imaginer une autre politique économique que la poursuite de l'austérité en 2017 ?

L'OCDE, le FMI, la Commission européenne... Tout le monde se rend à

DR

l'évidence : l'austérité n'est pas la bonne politique économique, elle ne résoudra pas les problèmes. Et c'est une bonne nouvelle ! Il faut relancer l'économie en investissant davantage. Les entreprises ne vont pas être en mesure de le faire. C'est donc aux pouvoirs publics, à l'Union européenne et aux Etats membres de prendre le relais en relançant les investissements publics.

Vous préconisez d'augmenter la dépense publique ?

Oui. Il faudrait ériger une règle en Europe et décider que les dépenses d'investissement ne doivent pas être prises en compte dans le pacte de stabilité. Arrêtons de raconter des horreurs sur l'Etat, les services publics et la sécurité de l'emploi. Alors que même dans les pays les plus libéraux, comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, on assiste à la montée des populismes, c'est un enjeu économique mais aussi de cohésion sociale.

© 2017 Aujourdhui en France. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions Internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 janvier 2017 à UNIVERSITE-ORLEANS (20 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire

news-20170102-PJ-1062667873